

SAFEGE
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

Au capital de 2 625 010 €

Siège social : Parc de l'Ile
15/27, rue du Port
92022 NANTERRE CEDEX

R.C.S NANTERRE 542 021 829

STATUTS

Mis à jour à l'issue des décisions collectives des associés du 28 juin 2019

Statuts certifiés conforme par le Directeur Général

Le 28 juin 2019

Anne-Lise AVRIL



TITRE I – FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

ARTICLE 1 – FORME

La Société a été immatriculée le 10 juin 1954 sous forme de Société Anonyme.

Elle a été transformée en Société par actions simplifiée suivant décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires en date du 25 juin 2014, statuant à l'unanimité.

La Société continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle est régie par les lois et les règlements en vigueur, notamment par les articles L.227-1 à L.227-20 du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionnera sous la même forme avec un ou plusieurs associés (ci-après « les Associés »).

Elle ne peut pas procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

ARTICLE 2 – OBJET

La Société continue d'avoir pour objet en France et à l'étranger :

1. La réalisation de toutes prestations intellectuelles, y compris les prestations de conseils, d'ingénierie, d'assistance et de formation, relatives notamment aux domaines de l'eau, de l'environnement, des déchets, de l'énergie, de l'aménagement de l'espace public et privé, pour le compte de clients publics, privés, industriels ou de particuliers ; la réalisation de toutes prestations de services pouvant concerner directement ou indirectement ses activités,
2. L'invention, l'obtention, l'achat, la cession et l'exploitation de tous brevets, marques, logiciels, modèles ou licences et de tous procédés,
3. La conception, la réalisation de tous projets, incluant tous travaux publics ou privés pour le compte de clients publics, privés et de tous particuliers, la construction et l'exploitation de tous ouvrages associés, pouvant se rattacher directement ou indirectement à ce qui précède ; la préparation et la passation de tous traités, contrats et marchés, se rapportant à l'exécution de ces projets et de ces ouvrages,
4. La participation de la société dans toutes opérations commerciales ou industrielles pouvant se rattacher à l'un des objets précités, par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, commandite, souscription ou achat de titres ou droits sociaux, fusion, alliance, groupement, société en participation ou autrement,
5. La prise de toutes participations sous forme de souscription, achat, apport, échange ou par tous autres moyens, d'actions, de parts d'intérêts, d'obligations et tous autres titres de sociétés déjà existantes ou à créer, et la faculté de céder de telles participations, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social,
6. L'émission de toutes garanties, y compris à première demande, cautions et autres sûretés au bénéfice de toute société ou entité du groupe dans le cadre de leurs activités, et, plus généralement, le recours à tout mode de financement ou de refinancement de l'activité de la Société.

Et plus généralement, toutes opérations industrielles, financières, commerciales, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'un des objets spécifiés ci-dessus ou à tout autre objet similaire ou connexe ou de nature à favoriser et à développer l'activité de la société.

ARTICLE 3 – DENOMINATION

La dénomination sociale de la Société demeure :
"SAFEGE".

Sur tous les actes, factures, annonces, publications, et autres documents émanant de la Société et destinés aux tiers, l'indication de la dénomination sociale devra toujours être précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement "*société par actions simplifiée* " ou des initiales "S.A.S." et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 – SIEGE

Le siège social est fixé :

Parc de l'Île – 15/27, rue du Port – 92022 NANTERRE CEDEX

Il peut être transféré en tout autre lieu par simple décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence, sous réserve de ratification de cette décision par les Associés ou l'Associé Unique.

ARTICLE 5 – DUREE

La durée de la Société reste fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) années à compter du jour de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 – EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

TITRE II – CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL

« Le capital social est fixé à la somme de 2 625 010 € (deux millions six cent vingt-cinq mille dix euros),

Il est divisé en deux cent soixante-deux mille et cinq cent une (262.501) actions de dix euros (10 €) chacune, chacune entièrement souscrites et intégralement libérées et de même catégorie. »

ARTICLE 8 – MODIFICATION DU CAPITAL

8.1 Augmentation de capital

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou d'actions de préférence, soit par majoration de la valeur nominale des titres de capital existants ou par émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, par décision collective des Associés ou par décision de l'Associé Unique prise sur le rapport du Président ou du Directeur Général et dans les conditions de majorité prévues à l'article 19 des présents statuts.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

Les Associés ou l'Associé Unique peuvent déléguer au Président, au Directeur Général et aux Directeurs Généraux délégués de la Société les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser, dans le délai légal, l'augmentation de capital en une ou plusieurs fois, d'en fixer les modalités, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créance, un droit de préférence à la souscription de ces actions est réservé aux propriétaires des actions existantes au prorata de leur participation dans le capital de la société, dans les conditions légales, à moins que ce droit n'ait été supprimé ou réduit par décision collective des Associés ou de l'Associé Unique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts. En outre, les Associés ou l'Associé Unique peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux Associés, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, les Associés statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

En tout état de cause, aucune souscription publique ne pourra être ouverte.

Toute personne n'ayant pas la qualité d'actionnaire ou de société contrôlant un Associé ou qu'un Associé contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, ne peut entrer dans la Société, à l'occasion d'une augmentation de capital, sans être préalablement agréée par les Associés ou l'Associé Unique statuant dans les conditions précisées sous l'article 10 ci-après pour l'autorisation des cessions d'actions. L'attributaire des actions nouvelles doit dans ce cas solliciter son agrément au moment de la souscription.

8.2 Réduction du capital social

Les Associés ou l'Associé Unique peuvent aussi, sur le rapport du Président ou du Directeur Général et sous réserve, le cas échéant, des droits des créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social dans les conditions de majorité prévues à l'article 19 des présents statuts, par voie de réduction du nombre d'actions ou de leur valeur nominale, notamment dans les cas de pertes constatées.

La réduction du capital social, quelle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal audit montant minimum, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société ; celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

TITRE III – ACTIONS

ARTICLE 9 – FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la réglementation en vigueur.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire dans les comptes tenus à cet effet au siège social : leur cession s'opère, à l'égard des tiers et de la société, par un ordre de mouvement signé du cédant ou de son mandataire, et mentionné sur le registre des mouvements et dans les comptes individuels d'Associés.

ARTICLE 10 – AGREMENT

10.1 A l'exception du cas dans lequel le cédant est Associé Unique et du cas dans lequel le transfert ou l'attribution intervient entre Associés ou avec une société contrôlant un Associé ou qu'un Associé contrôle au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, toutes transmissions d'actions à un tiers, soit à titre gratuit, soit à titre onéreux, alors même que la cession aurait lieu par voie d'apport, fusion, scission, apport d'actif ou par voie d'adjudication publique, volontaire ou forcée, et alors même que la cession ne porterait que sur la nue-propriété ou l'usufruit, doivent, pour devenir définitives être soumises à l'agrément de la Société.

Ce droit d'agrément s'applique également en cas d'augmentation de capital, ainsi qu'à la cession des droits d'attribution ou de souscription, comme aux renoncations aux droits de souscription en faveur de bénéficiaires dénommés.

La présente clause ne peut être modifiée qu'à l'unanimité des Associés.

10.2 A cet effet, l'Associé cédant (ci-après "le Cédant") notifie la cession ou la mutation projetée au Président de la société, par lettre recommandée ou par e-mail avec demande d'avis de réception, en indiquant les nom, prénoms et adresse du cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. Elle doit être accompagnée d'une attestation d'inscription en compte des actions dont la cession est projetée.

La décision d'agrément est prise à la majorité des voix, le Cédant ne prenant pas part au vote.

Dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la notification de la demande d'agrément, le Président est tenu de notifier au Cédant si la Société accepte ou refuse la cession projetée. La décision du Président doit être notifiée au Cédant par lettre recommandée ou par e-mail avec demande d'avis de réception et n'a pas à être motivée et, en cas de refus, elle ne peut donner lieu à aucune réclamation.

À défaut de notification dans ledit délai, l'agrément est réputé acquis au cessionnaire de bonne foi et le Cédant éventuel pourra réaliser la cession dans un délai de 2 mois.

Le Cédant devra adresser à la Société, dans les 30 jours de la notification de la décision d'agrément qui lui sera faite par le Président, les ordres de mouvement portant sur la cession des actions ; l'inscription au compte des Associés acheteurs sera effectuée dès réception desdits ordres de mouvement.

Le prix d'achat est fixé d'accord entre les parties. En cas de désaccord, le prix est déterminé par un expert, conformément à l'article 1843-4 du Code Civil.

Le prix de cession est réglé comptant au Cédant dès réception de l'ordre de mouvement dûment signé. Faute pour le Cédant d'adresser les ordres de mouvement relatifs à la cession des actions dans les huit jours, la cession sera constatée par le Président.

10.3 Si l'agrément est refusé, le Cédant dispose de 15 jours à compter de la réception de la notification de refus qui lui est faite par le Président pour signifier par lettre recommandée ou par E-mail avec demande d'avis de réception, adressée à la Société, qu'il renonce ou non à son projet de cession.

Si le Cédant ne renonce pas à la cession, le Président est tenu, dans le délai de 3 mois à compter de la notification du refus, de faire acquérir la totalité des actions soit par un ou plusieurs Associés, soit par un ou plusieurs tiers, soit avec le consentement du Cédant, par la Société qui sera tenue de céder les actions rachetées dans un délai de six mois ou de les annuler en procédant à une réduction de capital, et ce, dans un délai de 3 mois à compter de la notification du refus.

À cet effet, il provoquera alors une décision collective des Associés, pour statuer sur le rachat des actions par la Société et sur la réduction du capital.

Le prix d'achat est fixé d'accord entre les parties. En cas de désaccord, le prix est déterminé par un expert, conformément à l'article 1843-4 du Code Civil.

10.4 Toute cession effectuée en violation de la procédure d'agrément ainsi prévue est nulle.

ARTICLE 11 – CLAUSE D'EXCLUSION

Sauf en cas d'Associé Unique, l'exclusion d'un des Associés peut être prononcée pour l'une ou l'autre des raisons suivantes :

- tout acte ou fait relatif à l'un des Associés de nature à mettre la société ou toute société contrôlée par cette dernière en contravention avec les conditions de délivrance ou de maintien des licences ou autorisations nécessaires à la poursuite normale des activités de la société et des sociétés qu'elle contrôle ou pouvant entraîner des sanctions à l'encontre de la société ou de toute société contrôlée par cette dernière.
- la participation par un Associé, directement ou indirectement, à des activités concurrentes des activités principales de la société.

L'exclusion d'un Associé est prononcée, sur proposition du Président, par une décision collective des Associés prise en assemblée générale, à la majorité simple des actions détenues par les Associés présents ou représentés, l'Associé concerné ne prenant pas part au vote et ses actions n'étant pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

La décision d'exclusion ne peut intervenir que sous réserve du respect des formalités suivantes :

- information de l'Associé concerné, des motifs de l'exclusion envisagée, par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai minimum de 15 jours avant la date de réunion de l'assemblée générale appelée à statuer sur son éventuelle exclusion ;
- information identique de tous les autres Associés ;
- possibilité offerte à l'Associé dont l'exclusion est demandée, de faire part à l'assemblée générale de ses observations et de se faire assister à cet effet d'un Conseil et/ou de requérir, à ses frais, la présence d'un huissier.

En cas d'exclusion d'un Associé, celui-ci est tenu de céder aux autres Associés, au prorata de leur détention du capital, sa participation ou à tout(s) Associés et/ou tiers désigné(s) par décision collective des Associés, dans un délai de quinze jours à compter de la décision des Associés statuant sur son exclusion.

Le prix des actions est fixé d'un commun accord entre les parties et à défaut, dans les conditions prévues par l'article 1843-4 du Code Civil.

La cession doit faire l'objet d'une mention sur le registre des mouvements de titres de la Société.

Le prix des actions de l'Associé exclu doit être payé à celui-ci dans les soixante jours de la décision de fixation du prix, cette somme n'étant pas productive d'intérêts.

ARTICLE 12 – DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

ARTICLE 13 – CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

13.1 Cession-transmission d'actions

Les cessions ou transmissions, sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par les Associés ou l'Associé Unique sont libres, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires.

La propriété des actions résulte de leur inscription au nom du titulaire dans les comptes tenus à cet effet au siège social.

La transmission des actions s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par la Société et signé par le cédant ou son mandataire. L'ordre de mouvement est enregistré sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit "registre des mouvements".

En cas de transmission d'actions, pour quelque cause que ce soit, les bénéficiaires de la mutation devront fournir à la société tous documents justifiant la régularité de leurs droits.

13.2 Location des actions

Les actions peuvent être données en location dans les conditions prévues par les articles L. 239-1 à L. 239-4 du Code de commerce à une personne physique.

Le droit de vote attaché à l'action louée appartient au bailleur dans les décisions collectives statuant sur les modifications statutaires et au locataire dans les autres cas.

Pour l'exercice des autres droits attachés aux actions louées, le bailleur est considéré comme le nu-propriétaire et le locataire comme l'usufruitier.

TITRE IV – ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE

ARTICLE 14 - PRESIDENT

14.1 Nomination du Président

La Société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale, nommé avec ou sans limitation de durée.

Le Président est désigné par décision de l'Associé Unique ou par décision collective des Associés dans les conditions requises pour les décisions collectives ordinaires. En cas de vacance du poste de Président, il est pourvu à son remplacement à l'initiative la plus diligente, par décision de l'Associé Unique ou par décision des Associés.

Il peut être choisi parmi les Associés ou non .

14.2 Pouvoirs

14.2.1 Rapports avec les tiers

Le Président représente la Société à l'égard des tiers.

Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société. Il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la loi et les statuts aux Associés ou à l'Associé Unique.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que les tiers savaient que l'acte dépassait cet objet ou qu'ils ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Il peut substituer partiellement dans ses pouvoirs tous mandataires spéciaux qu'il avisera.

14.2.2 Rapports entre Associés

Le Président assume, sous sa responsabilité, la direction générale de la Société.

Dans les rapports entre Associés, le Président peut accomplir tous actes de direction, de disposition, de gestion et d'administration de la Société, dans la limite de l'objet social et des prérogatives des décisions d'Associés. Néanmoins les pouvoirs du Président pourront être limités par décision de l'Associé Unique ou par décision de la collectivité des Associés, lors de sa nomination ou ultérieurement.

14.3 Délégation de pouvoirs

Le Président pourra, sous sa responsabilité, déléguer à toute personne de son choix l'exercice de ces prérogatives pour un ou plusieurs objets déterminés.

14.4 Rémunération

Sauf décision contraire des Associés ou de l'Associé Unique, les fonctions exercées par le Président au titre de son mandat ne sont pas rémunérées.

L'attribution d'une rémunération au Président, le cas échéant, et son montant sont arrêtés par décision collective des Associés ou par décision de l'Associé Unique lors de l'approbation annuelle des comptes.

En outre, le Président a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

14.5 Responsabilité du Président

Le Président est responsable envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions légales régissant les sociétés par actions simplifiées, soit des violations des présents statuts, soit des fraudes commises par lui dans sa gestion.

14.6 Durée du mandat - Cessation des fonctions de Président

Le mandat du Président est valable pendant une durée indéterminée jusqu'à la décision de sa révocation par les Associés ou par l'Associé unique.

Le Président peut se démettre de ses fonctions à charge de prévenir les Associés ou l'Associé Unique de son intention à cet égard, un mois au moins à l'avance, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, sous réserve du droit pour la Société de demander au Président qui démissionnerait par malice ou sans cause légitime, des dommages-intérêts.

Le Président peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision de la collectivité des Associés ou de l'Associé Unique. Le Président, s'il est associé, peut prendre part au vote. La révocation des fonctions de Président n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Président est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président Associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

ARTICLE 15 – DIRECTEUR GENERAL – DIRECTEUR(S) GENERAL(AUX) DELEGUE(S)

Sur proposition du Président, les Associés ou l'Associé Unique peuvent décider de nommer une personne de leur choix, portant le titre de Directeur général et plusieurs personnes de leur choix portant le titre de Directeur général délégué. Lors de leur nomination, les Associés ou l'Associé Unique ou préciseront les modalités d'exercice des mandats de ces derniers.

15.1 Nomination du Directeur général et du ou des Directeurs généraux délégués

Le Directeur général, et le cas échéant, le ou les Directeurs généraux délégués sont nommés, sur proposition du Président par les Associés ou l'Associé Unique.

Lorsque le Directeur général, et le cas échéant, le ou les Directeurs généraux délégués, est une personne morale, celle-ci doit obligatoirement désigner un représentant permanent personne physique.

Le Directeur général personne physique, et le cas échéant le ou les Directeurs généraux délégués personnes physiques peuvent bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

15.2 Rapport avec les tiers et entre associés

Le Directeur général et, le cas échéant, le ou les Directeurs généraux délégués sont investis, sauf disposition contraire inopposable aux tiers, des mêmes pouvoirs que le Président. Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur général, et le cas échéant le ou les Directeurs généraux délégués, qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

Néanmoins les pouvoirs du Directeur général, et le cas échéant, du ou des Directeurs généraux délégués, pourront être limités par décision de l'Associé Unique ou par décision de la collectivité des Associés, lors de leur nomination ou ultérieurement.

15.3 Délégation de pouvoirs

Le Directeur général et le ou les Directeurs généraux délégués pourront eux-mêmes, sous leur responsabilité, subdéléguer partiellement leurs pouvoirs.

15.4 Rémunération

Sauf décision contraire des Associés ou de l'Associé Unique, les fonctions exercées par le Directeur général et le ou les Directeurs généraux délégués au titre de leur mandat ne sont pas rémunérées.

La fixation ou modification de la rémunération éventuelle du Directeur général et des Directeurs généraux délégués, le cas échéant, constitue une convention réglementée soumise à la procédure prévue à l'article 18 des statuts.

15.5 Durée du mandat. Cessation des fonctions de Directeur général et Directeur général délégué

Le mandat du Directeur général, et le cas échéant, le mandat du ou des Directeur généraux délégués, sont valables pendant une durée indéterminée jusqu'à la décision de sa/leur révocation par les Associés ou par l'Associé unique.

Le Directeur général, le ou les Directeur généraux délégués peuvent démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à chacun des Associés ou à l'Associé Unique par lettre recommandée au moins un mois à l'avance.

Le Directeur général et le ou les Directeur généraux délégués peuvent être révoqués à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par décision du Président.

La révocation des fonctions de Directeur général et de Directeur général délégué n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur général et le ou les Directeur généraux délégués sont révoqués de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur général et du ou des Directeur généraux délégués personne morale ;
- exclusion du Directeur général et du ou des Directeur généraux délégués Associé(s) ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur général et du ou des Directeur généraux délégués personne physique.

ARTICLE 16 – COMITE D'ENTREPRISE

Les délégués du Comité d'entreprise exercent leurs prérogatives prévues à l'article L. 2323-62 du Code du travail auprès du Président ou du Directeur général, qui sont leurs interlocuteurs.

Le Comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les Associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le Comité d'entreprise doivent être adressées par un représentant du Comité au Président ou au Directeur général.

Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolutions peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être adressées au siège social dans les conditions prévues à l'article 19.3.2 ci-après.

Conformément à l'article L.2323-67 du Code de commerce, deux membres du comité d'entreprise, pourront assister aux assemblées.

TITRE V – CONVENTIONS REGLEMENTEES – COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

La collectivité des Associés ou l'Associé Unique désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour une durée de six ans, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'Associé Unique ou à la collectivité des Associés, statuant dans les conditions prévues à l'article 19 des présents statuts, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs Associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les Associés.

ARTICLE 18 – CONVENTIONS REGLEMENTEES

En vertu de l'article L227-10 du Code de commerce, toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses Associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société Associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes et être approuvée par l'Associé Unique ou par la collectivité des Associés dans les conditions à l'article 19 des présents statuts.

Les Associés statuent sur ce rapport lors de la décision collective statuant sur les comptes annuels. Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention au registre des conventions intervenues directement ou par personnes interposées entre la société et son dirigeant.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 19 DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE OU DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

19.1 En dehors des attributions qui leur sont spécialement conférées par d'autres dispositions statutaires, la collectivité des Associés ou l'Associé unique sont seuls compétents dans les conditions fixées par la loi pour :

- approuver annuellement les comptes des exercices écoulés arrêtés par le Président et affecter le résultat de l'exercice,
- statuer sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de Commerce,
- nommer et révoquer le Président, et le liquidateur, le cas échéant,
- nommer les commissaires aux comptes,
- arrêter le budget,
- modifier les statuts, sous réserve de ce qui est précisé sous l'article 4 alinéa 2 concernant le transfert du siège social,
- décider une opération de fusion, de scission, de transformation de la Société en une société d'une autre forme, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital,
- dissoudre la Société.

19.2 Lorsqu'il y a plusieurs Associés, les décisions collectives résultent, au choix du Président :

- d'une assemblée générale,
- d'une consultation par correspondance au moyen de tous supports écrits tels que courrier, télécopie,
- d'un acte notarié ou sous seings privés exprimant le consentement de tous les Associés,
- d'une conférence vidéo ou téléphonique ou tout autre procédé de télécommunication permettant l'identification des Associés. Ces moyens doivent satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant une participation effective des Associés à la réunion.

- En cas de réunion d'une assemblée générale, la convocation est faite 15 jours au moins à l'avance, par tout moyen écrit adressée aux Associés ou à l'Associé Unique avec mention de l'ordre du jour et des lieux, jour et heure de la réunion.

Dans le cas où tous les Associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

- En cas de consultation par correspondance, le Président ou le Directeur Général adresse par tout moyen écrit aux Associés ou à l'Associé Unique, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des Associés avec un préavis suffisant. Ces derniers disposent d'un délai de 10 jours à compter de la date de réception des projets de résolution pour faire parvenir leur vote au Président ou au Directeur Général. Tout Associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme ayant voté pour les résolutions proposées.

19.3 Chaque Associé peut participer à toutes les décisions collectives et dispose d'autant de voix qu'il possède d'actions, sans limitation.

Qu'elles résultent d'une assemblée générale ou d'une consultation par correspondance, les décisions collectives doivent être prises à la majorité de plus de la moitié des Associés présents ou représentés.

Toutefois, les décisions sont prises à l'unanimité des Associés lorsqu'elles entraînent une augmentation de leurs engagements.

1. Toute décision de l'Associé Unique, comme toute décision collective, quelle que soit sa forme, fait l'objet d'un procès-verbal paraphé et signé par le Président ou le Directeur Général. Ces procès-verbaux sont retranscrits sur un registre spécial tenu à la disposition du ou des Associés.
2. Conformément à l'alinéa II de l'article L. 2323-67 et à l'article R. 2323-16 du Code du travail, le Comité d'entreprise, représenté par un de ses membres spécialement mandaté à cet effet, pourra adresser au Président ou au Directeur Général, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'adresse du siège social, les demandes d'inscription de projets de résolution d'une

assemblée générale des Associés, d'une consultation par correspondance des Associés ou d'une décision de l'Associé Unique.

Pour que ces résolutions soient inscrites à la prochaine assemblée générale des Associés, à la prochaine consultation par correspondance des Associés ou à la prochaine décision de l'Associé Unique, la demande devra parvenir au Président ou au Directeur Général dans un délai de 10 jours au moins avant la date de ladite assemblée ou décision. A défaut, leur inscription sera reportée à l'ordre du jour de l'assemblée générale des Associés, de la consultation par correspondance des Associés ou de la décision de l'Associé Unique suivante, sous réserve du respect du délai de 10 jours susmentionné.

Chaque demande devra obligatoirement être accompagnée du texte des projets de résolutions, d'un exposé des motifs justifiant ces projets de résolutions, ainsi que d'une copie du mandat conféré au représentant du Comité d'entreprise dans les conditions susmentionnées.

Dans le délai de 10 jours à compter de la réception des projets de résolution, le Président ou le Directeur Général accuse réception des projets de résolution au représentant spécialement mandaté du Comité d'entreprise par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les points inscrits à l'ordre du jour et le texte des projets de résolutions seront communiqués aux Associés ou à l'Associé Unique et, le cas échéant, au commissaire aux comptes préalablement à l'assemblée générale des Associés, à la consultation par correspondance des Associés ou à la décision de l'Associé Unique.

TITRE VI – COMPTES ANNUELS – AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 20 – ETABLISSEMENT ET APPROBATION DES COMPTES ANNUELS

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, l'Associé Unique ou les Associés doivent statuer, par décision collective sur les comptes annuels, au vu du rapport de gestion du Président conformément aux dispositions légales et des rapports du ou des Commissaires aux comptes, si la Société en est dotée.

ARTICLE 21 - BENEFICE DISTRIBUABLE

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves facultatives et augmenté du report bénéficiaire.

ARTICLE 22 - REPARTITION DES BENEFICES

Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les Associés ou l'Associé Unique décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'Associé Unique ou les Associés décidera (ont) de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tout fonds de réserve extraordinaire avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est réparti entre tous les Associés au prorata de leur droit dans le capital.

La collectivité des Associés ou l'Associé Unique peuvent ouvrir, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

TITRE VII – TRANSFORMATION. DISSOLUTION. LIQUIDATION ET CONTESTATIONS

ARTICLE 23 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La décision de transformation est prise collectivement par les Associés, le cas échéant, sur le rapport du Commissaire aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en nom collectif nécessite l'accord de tous les Associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des Associés qui acceptent de devenir commandités.

La transformation en SARL est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait soit l'augmentation des engagements des Associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des Associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

ARTICLE 24 - DISSOLUTION ANTICIPEE

La dissolution anticipée est prononcée par les Associés ou l'Associé Unique dans les conditions prévues à l'article 19 des statuts.

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, les Associés ou l'Associé Unique doivent décider, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la Société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les actionnaires doit être publiée.

À défaut de décision collective prise dans les conditions ci-dessus, ou dans le cas où aucune décision n'a pu être prise, ou encore, si les dispositions du troisième alinéa ci-dessus n'ont pas été appliquées, tout intéressé pourra demander la dissolution de la Société devant le tribunal de commerce.

La dissolution n'est opposable aux tiers qu'à compter de l'accomplissement des formalités de publicité au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 25 – LIQUIDATION

25.1 En cas de pluralité des Associés :

25.1.1 La liquidation de la Société obéira, sous réserve du respect des prescriptions légales impératives en vigueur aux règles ci-après.

25.1.2 Les Associés statuant aux conditions de majorité prévues à l'article 19 nomment, parmi eux ou en dehors d'eux, un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et la rémunération. Cette nomination met fin aux fonctions du Président, du Directeur Général et des Directeurs Généraux délégués et, sauf décision contraire des Associés, à celles des commissaires aux comptes.

Les Associés peuvent toujours révoquer ou remplacer les liquidateurs et étendre ou restreindre leurs pouvoirs.

25.1.3 En fin de liquidation, les Associés, statuant aux conditions de majorité prévues à l'article 19, statuent sur le compte définitif de la liquidation, le quitus de la gestion du ou des liquidateurs(s) et la décharge de leur mandat. Ils constatent, dans les mêmes conditions, la clôture de la liquidation.

25.1.4 Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le montant des capitaux propres subsistant, après remboursement du nominal des actions, est réparti entre les Associés proportionnellement au nombre de leurs actions.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par les Associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Lors du remboursement du capital social, la charge de tous impôts que la Société aurait l'obligation de retenir à la source sera répartie entre toutes les actions indistinctement en proportion du capital remboursé à chacune d'elles sans qu'il y ait lieu de tenir compte des différentes dates d'émission ni de l'origine des diverses actions.

25.2 *S'il n'y a qu'un seul Associé*, la décision de dissoudre entraînera la transmission universelle du patrimoine de la Société à l'Associé Unique dans les conditions prévues à l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 26 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de la liquidation soit entre la société et les Associés, soit entre les Associés eux-mêmes, concernant les affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

Danuta MAJ-TKACZYŃSKA

Tłumacz przysięgły

ul. Witołńska 5/147

04-185 Warszawa

tel. (22) 613-97-61

Tłumaczenie z języka francuskiego

SAFEGE

SPÓŁKA AKCYJNA UPROSZCZONA
o kapitale 2 625 010 €

Siedziba: Parc de l'Ile
15/27, rue du Port –
92022 NANTERRE CEDEX

Rejestr Handlowy i Spółek:
R.C.S. NANTERRE 542 021 829

STATUT

uaktualniony w wyniku zbiorowych decyzji wspólników
podjętych w dniu 28 czerwca 2019 roku

Statut zaświadczony za zgodność z oryginałem przez Dyrektora Generalnego. - -
Dnia 28 czerwca 2019 roku. - -

Anne-Lise AVRIL
(-) *podpis nieczytelny.* - -



ROZDZIAŁ I

FORMA-PRZEDMIOT-FIRMA-SIEDZIBA-CZAS TRWANIA

ARTYKUŁ 1 – FORMA

Spółka została zarejestrowana dnia 10 czerwca 1954 roku jako spółka akcyjna. - -

Spółka została przekształcona w Spółkę akcyjną uproszczoną w wyniku uchwały Walnego Nadzwyczajnego Zgromadzenia akcjonariuszy w dniu 25 czerwca 2014 roku, podjętej jednomyślnie. - -

Spółka istnieje nadal między posiadaczami akcji istniejących i takich, które mogą zostać wprowadzone w terminie późniejszym. - -

Spółka podlega obowiązującym ustawom i przepisom, a w szczególności artykułom L.227-1 do L.227-20 Kodeksu handlowego, jak również niniejszemu statutowi. - -

Spółka będzie funkcjonować w tej samej formie z jednym lub kilkoma wspólnikami (dalej zwanymi „Wspólnikami”). - -

W swojej aktualnej formie Spółki akcyjnej uproszczonej spółka nie może uczestniczyć w ofercie publicznej. - -

ARTYKUŁ 2 – PRZEDMIOT

Nadal przedmiotem spółki we Francji i za granicą jest:

1. Realizacja wszelkich usług intelektualnych, łącznie z usługami doradczymi, inżynieryjnymi, pomocy i szkolenia, dotyczącymi w szczególności wody, środowiska, odpadów, energii, zagospodarowania przestrzeni publicznej i prywatnej na rzecz podmiotów publicznych, prywatnych, przemysłowych lub osób fizycznych; realizacja wszelkich świadczeń usług, które mogą bezpośrednio lub pośrednio dotyczyć wymienionych działalności. - -
2. Opracowywanie, uzyskiwanie, nabywanie, zbywanie i wykorzystywanie wszelkich patentów, znaków fabrycznych, oprogramowań, wzorów lub licencji i wszelkich metod produkcji. - -



3. Opracowywanie, realizacja wszelkich projektów, obejmujących roboty publiczne lub prywatne na rzecz zleceńodawców publicznych, prywatnych i osób fizycznych, budowanie i eksploataowanie wszelkich związanych z tym budowli, mogących łączyć się bezpośrednio lub pośrednio z tym, co zostało uprzednio wymienione; przygotowywanie i zawieranie wszelkich umów, kontraktów i transakcji odnoszących się do wykonania tych projektów i budowli; - -
4. Uczestniczenie spółki we wszelkich przedsięwzięciach handlowych lub przemysłowych mogących łączyć się z jednym z wyżej wymienionych przedmiotów działalności poprzez tworzenie nowych spółek, wnoszenie aportów, wkładów komandytowych, subskrypcję lub zakup tytułów własności lub praw do spółek, fuzję, połączenie, grupowanie, spółkę udziałową lub w inny sposób, - -
5. Obejmowanie wszelkich udziałów w formie subskrypcji, zakupu, aportu, wymiany lub we wszelki inny sposób, akcji, udziałów w zyskach, obligacji i wszelkich innych tytułów do spółek już istniejących lub takich, które powstaną oraz możliwość zbycia takich udziałów mogących wiązać się bezpośrednio lub pośrednio z przedmiotem spółki, - -
6. Wystawianie wszelkich gwarancji, łącznie z udzielanymi na pierwszy wniosek, kaucji i innych zabezpieczeń na korzyść każdej spółki lub podmiotu z grupy w ramach prowadzonych przez nie działalności i, bardziej ogólnie, odwoływanie się do wszelkich metod finansowania lub refinansowania działalności Spółki. - -

A ogólnie, wszelkie operacje przemysłowe, finansowe, handlowe, dotyczące ruchomości lub nieruchomości, mogące mieć związek bezpośredni lub pośredni z którymkolwiek z przedmiotów wymienionych powyżej lub z każdym innym przedmiotem podobnym lub powiązanym, lub mającym cechy sprzyjania i rozwijania działalności spółki. - -

ARTYKUŁ 3 – FIRMA SPÓŁKI

Nazwą Spółki pozostaje:
„SAFEGE”. - -

We wszystkich aktach, fakturach, ogłoszeniach, publikacjach i innych dokumentach pochodzących ze Spółki i przeznaczonych dla osób



trzecich, wskazanie nazwy Spółki powinno być zawsze bezpośrednio poprzedzone lub po nim powinny bezpośrednio następować słowa napisane czytelnie „*spółka akcyjna uproszczona*” lub inicjały „*S.A.S*” (=S.A.U.) oraz wskazanie wysokości kapitału spółki. - -

ARTYKUŁ 4 – SIEDZIBA

Siedziba spółki mieści się pod adresem:

Parc de l'Ile – 15/27, rue du Port – 92022 NANTERRE CEDEX. - -

Siedziba może być przeniesiona w każde inne miejsce zwykłą decyzją Prezesa, który w konsekwencji uprawniony jest do zmiany statutu, pod warunkiem zatwierdzenia tej decyzji przez Wspólników lub Jedyne go Wspólnika. - -

ARTYKUŁ 5 – CZAS TRWANIA

Czas trwania Spółki pozostaje określony na dziewięćdziesiąt dziewięć (99) lat począwszy od daty jej wpisu do Rejestru Handlowego i Spółek, z wyjątkiem przypadku wcześniejszego jej rozwiązania lub przedłużenia czasu trwania. - -

ARTYKUŁ 6 – ROK OBRACHUNKOWY

Rok obrotowy rozpoczyna się 1go stycznia i kończy 31go grudnia każdego roku. - -

ROZDZIAŁ II - KAPITAŁ AKCYJNY

ARTYKUŁ 7 – KAPITAŁ AKCYJNY

Kapitał akcyjny zostaje ustalony w wysokości 2 625 010 € (dwóch milionów sześciuset dwudziestu pięciu tysięcy dziesięciu euro). - -

Kapitał dzieli się na dwieście sześćdziesiąt dwa tysiące pięćset jeden (262 501) akcji, każda o wartości nominalnej dziesięciu euro (10 €), każda całkowicie objęta i opłacona, i tego samego rodzaju. - -

ARTYKUŁ 8 – ZMIANY KAPITAŁU

8.1 Podwyższenie kapitału



Kapitał akcyjny może zostać podwyższony albo przez emisję akcji zwykłych lub akcji uprzywilejowanych, albo przez podwyższenie wartości nominalnej istniejących papierów bezprocentowych lub przez emisję papierów wartościowych dających dostęp do kapitału, lub dających prawo do przyznania skryptów dłużnych, uchwałą wszystkich Wspólników lub uchwałą Jedyne go Wspólnika podjętą na wniosek Prezesa lub Dyrektora Generalnego i w warunkach większości przewidzianych w artykule 19 niniejszego statutu. - -

Nowe akcje zwykłe emitowane są według ich wartości nominalnej, albo według wartości nominalnej podwyższonej o premię z emisji. - -

Opłacane są one albo przez wpłaty w gotówce, łącznie z rozliczeniem należności płynnych i wymagalnych od Spółki, albo przez aport w naturze, albo przez włączenie rezerw, zysków lub premii z emisji, czyli w konsekwencji przez połączenie lub podział. - -

Mogą być one również spłacane stopniowo przez wykonanie prawa związanego z papierami wartościowymi dającymi dostęp do kapitału obejmującymi, w danym przypadku, wpłaty odpowiednich kwot. - -

Wspólnicy lub Jedy ny Wspólnik mogą udzielić Prezesowi, Dyrektorowi Generalnemu i Dyrektorom Generalnym pełnomocnym Spółki pełnomocnictw do zrealizowania, w terminie ustawowym, jednorazowego lub kilkukrotnego podwyższenia kapitału, do określenia trybu takiego podwyższenia, do stwierdzenia jego dokonania i do realizacji zmiany statutu wynikającej z tego faktu. - -

W przypadku podwyższenia kapitału przez wpłaty gotówki lub przez emisję papierów wartościowych dających dostęp do kapitału lub dających prawo do przyznania skryptów dłużnych, prawo uprzywilejowania do subskrypcji tych akcji zarezerwowane jest dla właścicieli istniejących akcji proporcjonalnie do ich uczestnictwa w kapitale spółki, na warunkach ustawowych, pod warunkiem, że prawo to nie zostało zniesione lub zmniejszone uchwałą wszystkich Wspólników lub uchwałą Jedyne go Wspólnika, na warunkach przewidzianych przez prawo i niniejszy statut. Ponadto, Wspólnicy lub Jedy ny Wspólnik, mogą indywidualnie zrezygnować ze swojego preferencyjnego prawa do subskrypcji. - -

Prawo do przydziału nowych akcji Wspólnikom w wyniku włączenia do kapitału rezerw, zysków lub premii z emisji, należy do właściciela pozbawionego korzyści wynikających z ich posiadania (*nuda proprietas*), z zastrzeżeniem praw użytkownika. - -



W każdym jednak przypadku, żadna subskrypcja publiczna nie może zostać otwarta. - -

Jakakolwiek osoba nie będąca akcjonariuszem lub spółką kontrolującą Wspólnika lub którą Wspólnik kontroluje zgodnie z artykułem L.233-3 Kodeksu handlowego, nie może wejść do Spółki przy okazji podwyższenia kapitału, bez uprzedniej zgody Wspólników lub Jedyne go Wspólnika obradujących w warunkach określonych w artykule 10 poniżej nad udzieleniem zezwolenia na zbycie akcji. Odbiorca nowych akcji musi w tym przypadku ubiegać się o zezwolenie w chwili subskrypcji. - -

8.2 Obniżenie kapitału

Wspólnicy lub Jedy ny Wspólnik mogą również na wniosek Prezesa lub Dyrektora Generalnego i z zastrzeżeniem, w danym przypadku, praw wierzycieli, dać zezwolenie lub zdecydować o obniżeniu kapitału w warunkach większości przewidzianych w artykule 19 niniejszego statutu, przez zmniejszenie liczby akcji lub ich wartości nominalnej, w szczególności w przypadku stwierdzonych strat. - -

Obniżenie kapitału, niezależnie od przyczyny, do kwoty niższej niż minimum ustawowe może być jedynie uchwalone pod warunkiem zawieszającym podwyższenia kapitału przeznaczonego na doprowadzenie kapitału do wysokości przynajmniej równej kwocie minimalnej, chyba że spółka przekształci się w spółkę o innej formie, która nie wymaga wyższego kapitału od kapitału akcyjnego po jego obniżeniu. - -

W przypadku braku powyższego, każdy zainteresowany może złożyć wniosek do sądu o rozwiązanie spółki; sąd nie może orzec rozwiązania, jeżeli na dzień, w którym sąd rozpatruje wniosek, uregulowanie miało miejsce.

ROZDZIAŁ III – AKCJE

ARTYKUŁ 9 – FORMA AKCJI

Akcje są imienne. - -

Dają one podstawę do wpisu na konto na warunkach i w sposób przewidziany przez obowiązujące przepisy. - -



Własność akcji wynika z ich zapisania na nazwisko posiadacza na kontach prowadzonych w tym celu w siedzibie spółki: ich zbycie (cesja) dokonywana jest wobec osób trzecich i spółki, przez zlecenie przeniesienia podpisane przez zbywającego lub jego pełnomocnika i zapisane w rejestrze przeniesień akcji oraz na indywidualnych kontach Wspólników. - -

ARTYKUŁ 10 – ZGODA

10.1 Z wyjątkiem przypadku, w którym zbywający jest Jedynym Wspólnikiem i przypadku, w którym przeniesienie lub przyznanie ma miejsce między Wspólnikami lub ze spółką kontrolującą Wspólnika lub którą Wspólnik kontroluje zgodnie z artykułem L.233-3 Kodeksu handlowego, wszelkie przekazania akcji osobie trzeciej, bezpłatne albo odpłatne, albo nawet, jeżeli zbycie miałoby miejsce w wyniku aportu, połączenia, podziału, aportu aktywów lub drogą przetargu publicznego, dobrowolnego lub przymusowego oraz nawet wtedy, gdy zbycie dotyczyłoby jedynie własności bez korzyści wynikających z posiadania lub jedynie użytkowania, muszą one, aby stać się ostatecznymi, uzyskać zgodę Spółki. - -

To prawo do uzyskania zgody ma również zastosowanie w przypadku podwyższenia kapitału, jak również zastosowanie do cesji praw do przydziału lub subskrypcji, tak samo jak do rezygnacji z praw do subskrypcji na rzecz wymienionych beneficjentów. - -

Niniejsze postanowienie może zostać zmienione jedynie jednomyślnie przez wszystkich Wspólników. - -

10.2 W tym celu, Wspólnik zbywający (dalej zwany „Zbywcą”) powiadamia Prezesa spółki o planowanym zbyciu lub przeniesieniu listem poleconym lub e-mailem z prośbą o zwrotne potwierdzenie odbioru, wskazując nazwisko, imiona i adres nabywcy, liczbę akcji, których zbycie jest przewidywane i oferowaną cenę. Do listu powinno być załączone zaświadczenie o wpisie na konto akcji, których zbycie jest planowane. - -

Uchwała o udzieleniu zgody podejmowana jest większością głosów, przy czym Zbywca nie bierze udziału w głosowaniu. - -

W terminie 3 miesięcy od otrzymania zawiadomienia o wniosku o wyrażenie zgody, Prezes jest zobowiązany powiadomić Zbywcę, czy Spółka akceptuje, czy odrzuca planowane zbycie. Decyzja Prezesa musi



być przekazana do wiadomości Zbywcy listem poleconym lub e-mailem za zwrotnym potwierdzeniem odbioru i nie musi być uzasadniona i, w przypadku odmowy, nie może być podstawą do jakiegokolwiek odwołania. - -

W przypadku braku zawiadomienia w w/w terminie, zgodę uznaje się za udzieloną nabywcy (cesjonariuszowi) w dobrej wierze i ewentualny Zbywca będzie mógł zrealizować zbycie w terminie 2 miesięcy. - -

Zbywca będzie musiał skierować do Spółki, w terminie 30 dni od otrzymania zawiadomienia o wyrażeniu zgody, które przekaże mu Prezes, zlecenia dokonania wpisu o przeniesieniu akcji; wpis na konto Wspólników nabywających akcje zostanie dokonany zaraz po otrzymaniu wymienionych zleceń dokonania przeniesienia. - -

Cena zakupu określona jest umową między stronami. W przypadku braku uzgodnienia, cenę określa rzeczoznawca zgodnie z artykułem 1843-4 Kodeksu Cywilnego. - -

Cena zbycia zapłacona zostaje gotówką Zbywcy zaraz po otrzymaniu zlecenia dokonania przeniesienia właściwie podpisanego. Jeżeli Zbywca nie przekaże zleceń dokonania przeniesienia akcji w ciągu ośmiu dni, zbycie zostanie zatwierdzone przez Prezesa. - -

10.3 Jeżeli zgoda nie zostaje udzielona, Zbywca ma 15 dni od otrzymania zawiadomienia o odmowie udzielenia zgody, które przekaże mu Prezes, na powiadomienie listem poleconym lub e-mailem za zwrotnym potwierdzeniem odbioru wysłanym na adres Spółki, czy rezygnuje, czy też nie ze swojego projektu zbycia. - -

Jeżeli Zbywca nie rezygnuje z planowanego zbycia, Prezes zobowiązany jest w terminie 3 miesięcy od daty powiadomienia o odmowie, do spowodowania nabycia całości akcji albo przez jednego lub przez kilku Wspólników, albo przez jedną lub kilka osób trzecich, albo za zgodą Zbywcy, przez Spółkę, która będzie zobowiązana do zbycia zakupionych akcji w terminie sześciu miesięcy lub do ich umorzenia przez obniżenie kapitału i to w terminie 3 miesięcy licząc od daty powiadomienia o odmowie. - -

W tym celu, Prezes spowoduje podjęcie uchwały wszystkich Wspólników o odkupieniu akcji przez Spółkę i o obniżeniu kapitału. - -



Cena zakupu określona jest umową między stronami. W przypadku braku uzgodnienia, cenę określa rzeczoznawca zgodnie z artykułem 1843-4 Kodeksu Cywilnego. - -

10.4 Jakikolwiek zbycie dokonane z naruszeniem w ten sposób przewidzianej procedury zgody jest nieważne. - -

ARTYKUŁ 11 – KLAUZULA WYKLUCZENIA

Z wyjątkiem przypadku Jedyne go Wspólnika, wykluczenie jednego ze Wspólników może zostać uchwalone z powodu jednej lub drugiej z wymienionych poniżej przyczyn:

- każda czynność lub zdarzenie związane z jednym ze Wspólników o charakterze mogącym narazić spółkę lub jakąkolwiek spółkę kontrolowaną przez tę ostatnią na naruszenie warunków uzyskania i utrzymania licencji lub zezwoleń koniecznych do normalnego prowadzenia działalności spółki i spółek, które kontroluje, lub mogącym spowodować sankcje wobec spółki lub jakiejkolwiek spółki kontrolowanej przez tę ostatnią. - -
- uczestniczenie Wspólnika, bezpośrednio lub pośrednio, w działalności konkurencyjnej wobec głównej działalności spółki. - -

Wykluczenie Wspólnika zostaje postanowione, na propozycję Prezesa, uchwałą wszystkich Wspólników podjętą na walnym zgromadzeniu, zwykłą większością akcji posiadanych przez Wspólników obecnych lub reprezentowanych, przy czym Wspólnik, którego wykluczenie dotyczy nie bierze udziału w głosowaniu, a jego akcje nie są wzięte pod uwagę do obliczenia kworum i większości. - -

Postanowienie o wykluczeniu może zostać podjęte pod warunkiem przestrzegania następujących formalności:

- poinformowania Wspólnika, którego wykluczenie dotyczy, o motywach planowanego wykluczenia listem poleconym za zwrotnym potwierdzeniem odbioru w minimalnym terminie 15 dni przed datą posiedzenia walnego zgromadzenia zwołanego w celu podjęcia uchwały o jego ewentualnym wykluczeniu; - -
- przekazania identycznej informacji do wszystkich pozostałych Wspólników; - -



- proponowania możliwości Wspólnikowi, którego wykluczenie jest wnioskowane, podzielenia się z walnym zgromadzeniem swoimi uwagami i w tym celu do uzyskania pomocy ze strony Doradcy i/lub domagania się, na koszt Wspólnika, obecności komornika. - -

W przypadku wykluczenia Wspólnika, jest on zobowiązany do przeniesienia na rzecz innych Wspólników, proporcjonalnie do posiadanych przez nich udziałów w kapitale, swojego udziału lub na rzecz wszystkich Wspólników i/lub osób trzecich wskazanych w uchwale wszystkich Wspólników, w terminie piętnastu dni od daty podjęcia uchwały przez Wspólników o jego wykluczeniu. - -

Cena akcji ustalona zostaje w drodze wspólnego porozumienia między stronami i w przypadku braku takiego porozumienia na warunkach przewidzianych w artykule 1843-4 Kodeksu Cywilnego. - -

Zbycie musi być przedmiotem wzmianki w rejestrze przeniesień akcji Spółki. - -

Cena akcji Wspólnika wykluczonego musi zostać mu zapłacona w ciągu sześćdziesięciu dni od daty podjęcia decyzji o ustaleniu ceny, przy czym kwota ta nie jest oprocentowana. - -

ARTYKUŁ 12 – PRAWA I OBOWIĄZKI ZWIĄZANE Z AKCJAMI

Każda akcja daje prawo, w przypadku własności aktywów spółki i podziału zysków, do części proporcjonalnej do udziału w kapitale spółki, który sobą reprezentuje. - -

ARTYKUŁ 13 – ZBYCIE-PRZENIESIENIE-WYNAJEM AKCJI

13.1 Zbycie-przeniesienie akcji

Zbycia lub przeniesienia, niezależnie w jakiej formie następują, akcji posiadanych przez Wspólników lub Jedyneego Wspólnika nie są ograniczone, chyba, że istnieją przepisy prawne lub regulaminowe, które stanowią inaczej. - -

Własność akcji wynika z ich wpisu na nazwisko posiadacza w rejestrach prowadzonych w tym celu w siedzibie spółki. - -



Przeniesienie akcji dokonywane jest na rzecz Spółki i osób trzecich przelewem z konta zbywcy na konto nabywcy po przedstawieniu zlecenia przeniesienia akcji sporządzonego na formularzu dostarczonym lub zatwierdzonym przez Spółkę i podpisanym przez zbywcę lub jego pełnomocnika. Zlecenie przeniesienia zarejestrowane jest w rejestrze ponumerowanym i oparafowanym, prowadzonym chronologicznie, nazywanym „rejestrem przeniesień”. - -

W przypadku przeniesienia akcji, niezależnie od przyczyny, beneficjenci takiej zmiany będą musieli dostarczyć spółce wszystkie dokumenty potwierdzające prawidłowość ich uprawnień. - -

13.2 Wynajem akcji

Akcje mogą być oddane w najem osobie fizycznej na warunkach przewidzianych przez artykuły L.239-1 do L.239-4 Kodeksu handlowego. - -

Prawo głosu związane z wynajętą akcją należy do wynajmującego przy podejmowaniu decyzji przez wszystkich Wspólników dotyczących zmian statutu i do najemcy w innych przypadkach. - -

Przy wykonywaniu innych praw związanych z wynajętymi akcjami, wynajmujący uważany jest za właściciela pozbawionego użytkowania akcji, a najmujący za ich użytkownika. - -

ROZDZIAŁ IV – ZARZĄD I DYREKCJA SPÓŁKI

ARTYKUŁ 14 – PREZES

14.1 Powołanie Prezesa

Spółka jest zarządzana i administrowana przez jednego Prezesa, osobę fizyczną lub prawną, powołaną z ograniczeniem lub bez ograniczenia czasu pełnienia tej funkcji. - -

Prezes powoływany jest uchwałą Jedyne go Wspólnika lub uchwałą wszystkich Wspólników w warunkach wymaganych do podejmowania zwykłych uchwał przez wszystkich Wspólników. W przypadku wakatu na stanowisku Prezesa, jego obsadzenie dokonywane jest z inicjatywy najbardziej starannego Wspólnika, uchwałą Jedyne go Wspólnika lub uchwałą wszystkich Wspólników. - -



Prezes może być wybrany spośród Wspólników lub nie. - -

14.2 Uprawnienia

14.2.1 Stosunki wobec osób trzecich

Prezes reprezentuje Spółkę wobec osób trzecich. - -

Prezes ma udzielone jak najszersze pełnomocnictwa do działania we wszelkich okolicznościach w imieniu Spółki. Wykonuje je w granicach przedmiotu spółki i z zastrzeżeniem tych pełnomocnictw, które wyraźnie przyznane są prawem i statutem Wspólnikom lub Jedynekemu Wspólnikowi. - -

Spółka zaciąga zobowiązania nawet przez działania Prezesa, które nie należą do przedmiotu spółki, chyba że jest ona w stanie udowodnić, że osoby trzecie wiedziały, że czynność wykraczała poza ten przedmiot lub że nie mogły o tym nie wiedzieć biorąc pod uwagę okoliczności, przy czym wyklucza się, że samo opublikowanie statutu wystarczy do powstania takiego dowodu. - -

Prezes może zastąpić częściowo wszystkich pełnomocników specjalnych w ich uprawnieniach, o czym ich powiadomi. - -

14.2.2 Stosunki między Wspólnikami

Prezes sprawuje, na swoją odpowiedzialność, dyрекcję generalną Spółki.

W stosunkach między Wspólnikami, Prezes może wykonywać wszystkie czynności związane z dyрекcją, rozporządzaniem, zarządzaniem i administracją Spółki, w granicach przedmiotu jej działalności i priorytetów z uchwał Wspólników. Niemniej uprawnienia Prezesa mogą zostać ograniczone uchwałą Jedynekego Wspólnika lub wszystkich Wspólników, podczas jego powołania lub później. - -

14.3 Delegacja uprawnień

Prezes będzie mógł, na swoją odpowiedzialność, przekazać każdej osobie przez siebie wybranej, wykonywanie tych priorytetów dla jednego lub kilku określonych przedmiotów działalności. - -

14.4 Wynagradzanie



Funkcje sprawowane przez Prezesa z tytułu jego mandatu nie są wynagradzane chyba, że Wspólnicy lub Jedyne Wspólnik podjęli przeciwną uchwałę. - -

Przyznanie wynagrodzenia Prezesowi, w takim przypadku, oraz jego wysokość ustalane są uchwałą wszystkich Wspólników lub uchwałą Jedynego Wspólnika podczas dorocznego zatwierdzania wyników. - -

Ponadto, Prezes ma prawo do zwrotu kosztów swojej reprezentacji i podróży służbowych na podstawie przedstawionych dokumentów. - -

14.5 Odpowiedzialność Prezesa

Prezes jest odpowiedzialny wobec Spółki lub osób trzecich albo za naruszenie przepisów prawnych, którym podlegają spółki akcyjne uproszczone, albo za pogwałcenie niniejszego statutu, albo za oszustwa popełnione przez niego w zarządzaniu. - -

14.6 Okres sprawowania funkcji – Ustanie funkcji Prezesa

Kadencja Prezesa jest ważna przez okres nieokreślony do uchwały o jego odwołaniu podjętej przez Wspólników lub przez Jedynego Wspólnika. - -

Prezes może ustąpić ze swoich funkcji pod warunkiem uprzedniego poinformowania Wspólników lub Jedynego Wspólnika o swoim zamiarze pod tym względem, przynajmniej z jednomiesięcznym wyprzedzeniem, listem poleconym za zwrotnym potwierdzeniem odbioru, z zastrzeżeniem prawa dla Spółki domagania się odszkodowania od Prezesa, który подаłby się do dymisji złośliwie lub bez uzasadnionej przyczyny. - -

Prezes może być odwołany w każdej chwili i bez konieczności podania przyczyny, uchwałą wszystkich Wspólników lub Jedynego Wspólnika. Prezes, jeżeli jest wspólnikiem, może brać udział w głosowaniu. Odwołanie z funkcji Prezesa nie daje prawa do jakiegokolwiek odszkodowania. - -

Ponadto, Prezes odwoływany jest pełnoprawnie w następujących przypadkach:

- rozwiązania, działania naprawczego, likwidacji sądowej lub zakazu zarządzania Prezesa będącego osobą prawną; - -



- wykluczenia Prezesa, który jest Wspólnikiem; - -
- zakazu kierowania, zarządzania, administrowania lub kontrolowania przedsiębiorstwa lub osoby prawnej, niezdolności lub upadłości osobistej Prezesa będącego osobą fizyczną. - -

ARTYKUŁ 15 – DYREKTOR GENERALNY – DYREKTOR (-RZY) GENERALNY (-I) PEŁNOMOCNY (-I)

Na wniosek Prezesa, Wspólnicy lub Jedyne Wspólnik mogą podjąć uchwałę o mianowaniu jednej osoby przez nich wybranej, noszącej tytuł Dyrektora generalnego i kilku osób z ich wyboru, noszących tytuł Dyrektora generalnego pełnomocnego. Przy ich ustanowieniu Wspólnicy lub Jedyne Wspólnik precyzują tryb wykonywania przez nich ich funkcji. - -

15.1 Mianowanie Dyrektora generalnego i jednego lub kilku Dyrektorów generalnych pełnomocnych

Dyrektor generalny, i w danym przypadku, jeden lub kilku Dyrektorów generalnych pełnomocnych, powoływani są na wniosek Prezesa przez Wspólników lub Jedynego Wspólnika. - -

Jeżeli Dyrektor generalny, i w danym przypadku, jeden lub kilku Dyrektorów generalnych pełnomocnych, jest osobą prawną, musi ona obowiązkowo wyznaczyć stałego przedstawiciela, który jest osobą fizyczną. - -

Dyrektor generalny będący osobą fizyczną i w danym przypadku, jeden lub kilku Dyrektorów generalnych pełnomocnych będących osobami fizycznymi mogą korzystać z umowy o pracę w ramach Spółki. - -

15.2 Stosunek wobec osób trzecich i między wspólnikami

Dyrektor generalny, i w danym przypadku, jeden lub kilku Dyrektorów generalnych pełnomocnych posiadają, z wyjątkiem postanowienia przeciwnego wykluczającego sprzeciw wobec osób trzecich, takie same uprawnienia jak Prezes. Podkreśla się, że Spółka zaciąga zobowiązania nawet przez czynności Dyrektora generalnego i w danym przypadku, jednego lub kilku Dyrektorów generalnych pełnomocnych, które nie wchodzi w zakres przedmiotu spółki, chyba że udowodni, że osoba trzecia wiedziała, że czynność wykraczała poza ten przedmiot lub że nie mogła o tym nie wiedzieć biorąc pod uwagę okoliczności, z tym że samo



opublikowanie statutu nie może wystarczyć do uzyskania takiego dowodu. - -

Niemniej uprawnienia Dyrektora generalnego, i w danym przypadku, jednego lub kilku Dyrektorów generalnych pełnomocnych, będą mogły być ograniczone postanowieniem Jedynego Wspólnika lub wszystkich Wspólników, podczas ich powołania lub później. - -

15.3 Delegacja uprawnień

Dyrektor generalny i jeden lub kilku Dyrektorów generalnych pełnomocnych będą mogli sami, na swoją odpowiedzialność, przekazać częściowo swoje uprawnienia. - -

15.4 Wynagradzanie

Funkcje sprawowane przez Dyrektora generalnego i jednego lub kilku Dyrektorów generalnych pełnomocnych z tytułu ich mandatu nie są wynagradzane chyba, że Wspólnicy lub Jedyne Wspólnik podjęli przeciwną uchwałę. - -

Ustalenie lub zmiana ewentualnego wynagrodzenia Dyrektora generalnego i Dyrektorów generalnych pełnomocnych, w danym przypadku, stanowi umowę regulowaną przepisami, podlegającą procedurze przewidzianej w artykule 18 statutu. - -

15.5 Okres sprawowania funkcji. Ustanie funkcji Dyrektora generalnego i Dyrektora generalnego pełnomocnego

Kadencja Dyrektora generalnego, i w danym przypadku, kadencja jednego lub kilku Dyrektorów generalnych pełnomocnych, są ważne przez czas nieokreślony do podjęcia uchwały o jego/ich odwołaniu przez Wspólników lub przez Jedynego Wspólnika. - -

Dyrektor generalny, jeden lub kilku Dyrektorów generalnych pełnomocnych, mogą ustąpić ze swoich funkcji bez konieczności uzasadniania swojej decyzji, pod warunkiem jej przekazania do wiadomości każdego ze Wspólników lub Jedynego Wspólnika listem poleconym przynajmniej z miesięcznym wyprzedzeniem. - -

Dyrektor generalny, jeden lub kilku Dyrektorów generalnych pełnomocnych, mogą być odwołani w każdej chwili i bez konieczności podania przyczyny, decyzją Prezesa. - -



Odwołanie z funkcji Dyrektora generalnego i Dyrektora generalnego pełnomocnego nie daje prawa do jakiegokolwiek odszkodowania. - -

Ponadto, Dyrektor generalny i jeden lub kilku Dyrektorów generalnych pełnomocnych są odwoływani pełnoprawnie w następujących przypadkach:

- rozwiązania, działania naprawczego, likwidacji sądowej lub zakazu zarządzania Dyrektora generalnego i jednego lub kilku Dyrektorów generalnych pełnomocnych będących osobą prawną; -
- wykluczenia Dyrektora generalnego i jednego lub kilku Dyrektorów generalnych pełnomocnych będących Wspólnikami;
- zakazu kierowania, zarządzania, administrowania lub kontrolowania przedsiębiorstwa lub osoby prawnej, niezdolności lub upadłości osobistej Dyrektora generalnego i jednego lub kilku Dyrektorów generalnych pełnomocnych będących osobą fizyczną.

ARTYKUŁ 16 – RADA PRACOWNICZA

Delegaci Rady pracowniczej korzystają ze swoich przywilejów przewidzianych w artykule L. 2323-62 Kodeksu Pracy wobec Prezesa lub Dyrektora generalnego, którzy są ich rozmówcami. - -

Rada pracownicza musi być informowana o uchwałach wspólnych na tych samych warunkach, jak Wspólnicy. - -

Wnioski o wpis projektów uchwał przedstawione przez Radę pracowniczą muszą być zaadresowane przez przedstawiciela Rady pracowniczej do Prezesa lub do Dyrektora generalnego. - -

Te wnioski, którym towarzyszy tekst projektów uchwał, mogą być wysłane przy pomocy wszelkich środków pisemnych. Muszą być zaadresowane do siedziby spółki zgodnie z warunkami przewidzianymi w artykule 19.3.2 poniżej. - -

Stosownie do artykułu L.2323-67 Kodeksu handlowego, dwaj członkowie Rady pracowniczej będą mogli brać udział w zgromadzeniach. - -



ROZDZIAŁ V – UMOWY REGULOWANE PRZEPISAMI PRAWNYMI – BIEGLI REWIDENCI

ARTYKUŁ 17 – BIEGLI REWIDENCI KSIĘGOWI

Wszyscy Wspólnicy lub Jedyne Wspólnik powołują, jeżeli jest to obowiązujące na mocy postanowień prawa i przepisów regulaminowych, na okres sześciu lat, w warunkach i z zadaniem określonym prawem, w szczególności jeśli chodzi o kontrolę rachunków spółki, jednego lub kilku biegłych rewidentów księgowych oraz jednego lub kilku biegłych rewidentów pomocniczych. - -

Jeżeli powołanie biegłego rewidenta księgowego lub biegłego rewidenta pomocniczego jest nieobowiązujące do Jedynego Wspólnika lub do wszystkich Wspólników, którzy będą obradować na warunkach określonych w artykule 19 niniejszego statutu, należy dokonanie takich powołań, jeżeli uważają to za stosowane. - -

Ponadto, o powołanie biegłego rewidenta księgowego może/mogą wystąpić do sądu jeden lub kilku Wspólników reprezentujących co najmniej jedną dziesiątą kapitału. - -

Biegli rewidenci księgowi muszą być zapraszani do uczestniczenia w podejmowaniu wszelkich uchwał zbiorowych na takich samych warunkach, jak Wspólnicy. - -

ARTYKUŁ 18 – UMOWY REGULOWANE PRZEPISAMI PRAWNYMI

Stosownie do artykułu L.227-10 Kodeksu handlowego, każda umowa zawarta bezpośrednio lub przez osobę pośredniczącą między Spółką a jej Prezesem, jednym z jej dyrektorów, jednym z jej Wspólników, dysponującym udziałem w prawie do głosowania wyższym niż 10% lub, jeżeli chodzi o spółkę będącą Wspólnikiem, Spółkę kontrolującą ją w znaczeniu artykułu L.233-3 Kodeksu handlowego, musi być przedłożona do wiadomości biegłych rewidentów księgowych i zatwierdzona przez Jedynego Wspólnika lub przez wszystkich Wspólników na warunkach określonych w artykule 19 niniejszego statutu. - -

Wspólnicy zatwierdzają to sprawozdanie w czasie podejmowania uchwały zbiorowej przez Wspólników zatwierdzającej wyniki roku obrachunkowego. Jeżeli spółka ma tylko jednego wspólnika,



dokonywana jest wzmianka w rejestrze umów zawartych bezpośrednio lub przez osoby pośredniczące między spółką a jej dyrektorem. - -

Zakazy przewidziane w artykule L.225-43 Kodeksu handlowego dotyczą Prezesa i dyrektorów Spółki. - -

ARTYKUŁ 19 – UCHWAŁY JEDYNEGO WSPÓLNIKA LUB UCHWAŁY ZBIOROWE WSPÓLNIKÓW

19.1 Poza uprawnieniami, które są specjalnie przyznane przez inne postanowienia Statutu, wszyscy Wspólnicy lub Jedyne Wspólnik są jedynymi uprawnionymi na warunkach określonych przez prawo do:

- corocznego zatwierdzania rachunków wyników za minione lata obrachunkowe zamknięte przez Prezesa i przeznaczenia wyniku za rok obrachunkowy, - -
- zatwierdzenia umów, o których mowa w artykule L.227-10 Kodeksu handlowego, - -
- powoływania i odwoływania Prezesa, i likwidatora, jeżeli taki jest konieczny, - -
- powoływania biegłych rewidentów księgowych, - -
- zatwierdzenia budżetu, - -
- zmiany statutu, pod warunkiem tego, o czym mowa w artykule 4 ustęp 2 odnośnie przeniesienia siedziby spółki, - -
- podjęcia uchwały o dokonaniu połączenia, podziału, przekształcenia Spółki w spółkę o innej formie, o podwyższeniu, obniżeniu lub amortyzacji kapitału, - -
- rozwiązania Spółki. - -

19.2 Jeżeli jest kilku Wspólników, uchwały zbiorowe podejmowane są, według wyboru Prezesa:

- przez walne zgromadzenie, - -
- przez konsultację dokonaną drogą korespondencyjną przy pomocy wszystkich nośników pisemnych, takich jak listy, faks, - -
- aktem notarialnym lub dokumentem prywatnym wyrażającym zgodę wszystkich Wspólników, - -
- w wyniku videokonferencji lub konferencji telefonicznej lub każdej innej metody telekomunikacji umożliwiającej identyfikację Wspólników. Środki te powinny odpowiadać charakterystykom technicznym zapewniającym rzeczywisty udział Wspólników w zebraniu. - -



- W przypadku posiedzenia walnego zgromadzenia, jego zwołanie dokonywane jest co najmniej z wyprzedzeniem piętnastodniowym (15) wszelkim środkiem pisemnym skierowanym do Wspólników lub do Jedyne go Wspólnika z podaniem porządku dnia i miejsca, daty i godziny posiedzenia. - -

W przypadku, gdy wszyscy Wspólnicy są obecni lub reprezentowani, zgromadzenie zbiera się w sposób prawnie obowiązujący na ustne zwołanie i natychmiast. - -

- W przypadku konsultacji drogą korespondencyjną, Prezes lub Dyrektor Generalny wysyła każdym środkiem pisemnym Wspólnikom lub Jedyne mu Wspólnikowi, teksty proponowanych uchwał, jak również dokumenty konieczne do poinformowania Wspólników z odpowiednim wyprzedzeniem. Wspólnicy dysponują terminem 10 dni, począwszy od daty otrzymania projektów uchwał, na wysłanie swojego głosu do Prezesa lub do Dyrektora Generalnego. Każdy Wspólnik, który nie odpowiedział w wymienionym powyżej terminie będzie uważany za Wspólnika, który głosował za proponowanymi uchwałami. - -

19.3 Każdy Wspólnik może uczestniczyć we wszystkich zbiorowych uchwałach i dysponuje tyloma głosami ile posiada akcji, bez ograniczenia. - -

Niezależnie od tego, czy zbiorowe uchwały podejmowane są w wyniku walnego zgromadzenia lub w wyniku konsultacji drogą korespondencyjną, muszą być one podjęte większością ponad połowy Wspólników obecnych lub reprezentowanych. - -

Niemniej, uchwały podejmowane są jednomyślnie przez Wspólników, jeżeli pociągają za sobą wzrost ich zobowiązań. - -

1. Każda uchwała Jedyne go Wspólnika tak, jak każda wspólna uchwała, niezależnie od formy, jest przedmiotem protokołu parafowanego i podpisanego przez Prezesa lub Dyrektora Generalnego. Takie protokoły kopiowane są do specjalnego rejestru znajdującego się do dyspozycji jednego lub kilku Wspólników. - -
2. Na podstawie ustępu II artykułu L. 2323-67 i artykułu R.2323-16 Kodeksu pracy, Rada pracownicza reprezentowana przez jednego ze swoich członków specjalnie upoważnionego w tym celu, będzie mogła skierować do Prezesa lub do Dyrektora Generalnego, listem poleconym za zwrotnym potwierdzeniem



odbioru wysłanym na adres siedziby spółki, wnioski o wpis projektów uchwał podejmowanych na walnym zgromadzeniu Wspólników, w wyniku konsultacji Wspólników drogą korespondencyjną lub uchwałą Jedynego Wspólnika. - -

Aby uchwały te zostały wpisane w porządek następnego walnego zgromadzenia Wspólników, następnej konsultacji Wspólników drogą korespondencyjną lub następnej uchwały Jedynego Wspólnika, wniosek powinien zostać dostarczony do Prezesa lub Dyrektora Generalnego w terminie co najmniej 10 dni przed datą zgromadzenia lub uchwały, o których mowa. W przypadku braku dostarczenia, wpis wniosku zostanie przeniesiony do porządku walnego zgromadzenia Wspólników, następnej konsultacji Wspólników drogą korespondencyjną lub następnej uchwały Jedynego Wspólnika, pod warunkiem zachowania wyżej wymienionego terminu 10 dni. - -

Do każdego wniosku musi być obowiązkowo dołączony tekst projektów uchwał, przedstawienie uzasadnienia projektów uchwał, jak również kopia pełnomocnictwa udzielonego przedstawicielowi Rady pracowniczej na warunkach podanych powyżej. - -

W terminie 10 dni od otrzymania projektów uchwał, Prezes lub Dyrektor Generalny potwierdza otrzymanie projektów uchwał przedstawicielowi Rady pracowniczej posiadającemu specjalne pełnomocnictwa, listem poleconym za zwrotnym potwierdzeniem odbioru. - -

Punkty wpisane do porządku dnia i tekst projektów uchwał zostaną przedstawione do wiadomości Wspólników lub Jedynego Wspólnika oraz, w danym przypadku, biegłemu rewidentowi przed walnym zgromadzeniem Wspólników, konsultacją Wspólników drogą korespondencyjną lub uchwałą Jedynego Wspólnika. - -

ROZDZIAŁ VI – WYNIKI ROCZNE – PRZEZNACZENIE ZYSKÓW

ARTYKUŁ 20 – SPORZĄDZANIE I ZATWIERDZENIE WYNIKÓW ROCZNYCH



W ciągu sześciu miesięcy od zamknięcia roku obrachunkowego, Jedyny Wspólnik lub Wspólnicy muszą podjąć zbiorową uchwałę zatwierdzenia wyników rocznych na podstawie sprawozdania Prezesa zarządu i sprawozdań biegłego rewidenta lub biegłych rewidentów, jeżeli Spółka ich posiada. - -

ARTYKUŁ 21 – ZYSK DO PODZIAŁU

Zysk przeznaczony do podziału utworzony zostaje przez zysk z roku obrachunkowego pomniejszony, w danym przypadku, o wcześniejsze starty, jak również o odpisy na rezerwy ustawowe, fundusze rezerwowe nieobowiązkowe i podwyższony o dodatnie saldo z przeniesienia. - -

ARTYKUŁ 22 – PODZIAŁ ZYSKÓW

Każda akcja w przypadku braku rodzajów akcji lub w przeciwnym przypadku każda akcja tego samego rodzaju, daje prawo do udziału netto proporcjonalnego do części kapitału, który sobą reprezentuje, do udziału w zyskach i funduszach rezerwowych lub w kapitale spółki, w czasie istnienia Spółki, jak również w przypadku jej likwidacji. - -

Każda akcja ponosi straty spółki w takich samych proporcjach. - -

Po zatwierdzeniu wyników i stwierdzeniu istnienia zysku do podziału, Wspólnicy lub Jedyny Wspólnik postanawiają o jego podziale, w całości lub częściowo, lub o jego przeznaczeniu na jedną lub kilka pozycji rezerw, których przeznaczenie i wykorzystanie sami regulują. - -

Od zysku przeznaczonego do podziału odjęta zostaje przede wszystkim kwota, którą Jedyny Wspólnik lub Wspólnicy postanowi / postanowią przenieść na rachunek nowego roku obrachunkowego lub przeznaczyć na utworzenie funduszu rezerw nadzwyczajnych ze specjalnym przeznaczeniem lub bez takiego przeznaczenia. Nadwyżka podzielona zostaje między wszystkich Wspólników proporcjonalnie do ich prawa do kapitału. - -

Wszyscy Wspólnicy lub Jedyny Wspólnik mogą wybrać, dla całej lub dla części dywidendy przeznaczonej do podziału lub zaliczek na poczet dywidendy, opcję między wypłaceniem dywidendy w gotówce lub w akcjach emitowanych przez Spółkę, to na warunkach ustalonych lub dozwolonych przez prawo. - -



ROZDZIAŁ VII – PRZEKSZTAŁCENIE. ROZWIĄZANIE. LIKWIDACJA I SPORY

ARTYKUŁ 23 – PRZEKSZTAŁCENIE SPÓŁKI

Decyzja o przekształceniu podjęta jest zbiorowo przez Wspólników, w danym przypadku, na podstawie sprawozdania biegłego rewidenta Spółki, który musi zaświadczyć, że kapitały własne spółki są przynajmniej równe kapitałowi zakładowemu. - -

Przekształcenie Spółki w spółkę jawną wymaga zgody wszystkich Wspólników. W takim przypadku, warunki przewidziane powyżej nie są wymagane. - -

Przekształcenie Spółki w spółkę komandytową lub spółkę akcyjną zostaje postanowione na warunkach przewidzianych dla zmiany statutu i za zgodą każdego Wspólnika, który zgadza się stać wspólnikiem spółki komandytowej. - -

Przekształcenie Spółki w spółkę z ograniczoną odpowiedzialnością zostaje postanowione na warunkach przewidzianych dla zmiany statutu spółek tej formy prawnej. - -

Przekształcenie, które pociąga za sobą wzrost zobowiązań Wspólników, albo zmianę postanowień niniejszego statutu, wymaga zgody wszystkich Wspólników i musi być przedmiotem ich jednomyślnie podjętej uchwały. - -

ARTYKUŁ 24 – ROZWIĄZANIE PRZEDTERMINOWE

O przedterminowym rozwiązaniu spółki postanawiają Wspólnicy lub Jedyny Wspólnik na warunkach przewidzianych w artykule 19 statutu. -

Jeżeli, ze względu na straty stwierdzone w dokumentach księgowych, kapitały własne spółki są niższe od połowy kapitału zakładowego, Wspólnicy lub Jedyny Wspólnik muszą postanowić w ciągu czterech miesięcy od zatwierdzenia wyników, które uwidaczniają te straty, czy będzie miało miejsce przedterminowe rozwiązanie Spółki. - -

Jeżeli rozwiązanie nie jest postanowione, Spółka jest zobowiązana, najpóźniej przy zamknięciu drugiego roku obrotowego następującego po tym, w czasie którego miało miejsce stwierdzenie strat, do obniżenia swojego kapitału o kwotę przynajmniej równą kwocie strat,



które nie mogły zostać zaliczone na rezerwy, jeżeli w tym czasie kapitały własne nie zostały odtworzone do wartości przynajmniej równej połowie kapitału zakładowego. - -

W obydwu przypadkach uchwała podjęta przez akcjonariuszy musi zostać opublikowana. - -

W przypadku braku wspólnej uchwały podjętej na powyższych warunkach lub w przypadku, gdy żadna uchwała nie mogła zostać podjęta, lub jeszcze, jeżeli postanowienia trzeciego ustępu powyżej nie zostały zastosowane, każda osoba zainteresowana będzie mogła zwrócić się z wnioskiem do Sądu handlowego o rozwiązanie Spółki. - -

Rozwiązanie Spółki jest skuteczne wobec osób trzecich poczynwszy od spełnienia formalności związanych z ogłoszeniem w rejestrze handlowym i spółek. - -

ARTYKUŁ 25 – LIKWIDACJA

25.1 W przypadku wielości Wspólników:

25.1.1 Likwidacja Spółki będzie podlegać, z zastrzeżeniem przestrzegania bezwzględnie obowiązujących przepisów prawnych, przedstawionym poniżej regułom. - -

25.1.2 Wspólnicy obradując w warunkach większości przewidzianych w artykule 19 ustanawiają, spośród siebie lub spoza własnego grona, jednego lub kilku likwidatorów, których pełnomocnictwa i wynagrodzenie określają. Takie ustanowienie stanowi zakończenie funkcji Prezesa, Dyrektora Generalnego i Dyrektorów Generalnych pełnomocnych oraz, jeżeli nie ma przeciwnej uchwały Wspólników, biegłych rewidentów księgowych. - -

Wspólnicy mogą zawsze odwołać lub zastąpić likwidatorów oraz rozszerzyć lub ograniczyć ich pełnomocnictwa. - -

25.1.3 Na zakończenie likwidacji, Wspólnicy obradujący w warunkach większości przewidzianych w artykule 19, podejmują uchwałę o ostatecznym rozliczeniu likwidacji, udzieleniu absolutorium jednemu lub kilku likwidatorom z zarządzania spółką i pokwitowaniu z wykonania przez nich obowiązków. Stwierdzają oni również, w takich samych warunkach, zamknięcie likwidacji. - -



25.1.4 Dochód netto z likwidacji, po uregulowaniu pasywów, przeznaczony jest na całkowity zwrot kapitału akcyjnego wpłaconego i nie amortyzowanego. - -

Kwota pozostałych kapitałów własnych, po spłacie sumy nominalnej akcji, zostaje podzielona między Wspólników proporcjonalnie do ilości ich akcji. - -

Straty, jeżeli takie istnieją, ponoszone są przez Wspólników do wysokości ich wkładów. - -

W czasie zwrotu kapitału zakładowego, obciążenie wszystkimi podatkami, które Spółka będzie miała obowiązek odprowadzić od podstawy, zostanie podzielone między wszystkie akcje niezależnie od proporcji kapitału zwróconego od każdej z akcji, bez uwzględnienia różnych dat emisji, ani też pochodzenia różnych akcji. - -

25.2 Jeżeli Wspólnik jest tylko jeden, uchwała o rozwiązaniu Spółki pociągnie za sobą całkowite przekazanie majątku Spółki Jedynemu Wspólnikowi na warunkach przewidzianych w artykule 1844-5 Kodeksu cywilnego. - -

ARTYKUŁ 26 – SPORY

Wszelkie spory, które mogą wynikać w czasie istnienia spółki lub jej likwidacji, albo między Wspólnikami a spółką, albo między samymi Wspólnikami, dotyczące spraw spółki, będą rozpatrywane zgodnie z prawem i przedkładane do rozpatrzenia właściwym sądom. - -

Repertorium nr 039/19.-

Ja, niżej podpisana **Danuta MAJ-TKACZYŃSKA**,
wpisana na listę tłumaczy przysięgłych Ministra Sprawiedliwości
pod numerem **TP/2134/05**,

zaświadczam zgodność powyższego tłumaczenia
z oryginałem dokumentu sporządzonym w języku **francuskim**.

Warszawa, dnia 08 sierpnia 2019 roku.



D. Maj-Tkaczyńska